

# LE SPECTATEUR

DE

**L'ORIENT.**

---

**Liv. 32 (26 Décemb. 1854) 7 Janv. 1855.**

---

**La vérité commence à se  
faire jour.**

—0000—

**L**ES partisans de l'intégrité de l'Empire Ottoman, ou, pour mieux expliquer notre pensée, les partisans du maintien du pouvoir des Osmaulis sur toute l'étendue de cet Empire, oublient trop aisément, ce qui pourtant saute aux yeux, la disproportion immense, et qui va augmentant de jour en jour, des élémens de force des divers États chrétiens et de ceux de la Turquie. Il était permis, au commencement de ce siècle, de considérer l'intégrité de cet Empire comme une condition sine qua non de l'équilibre européen. Malgré les progrès de sa décadence, il possédait encore à cette époque assez de force matérielle pour résister à une attaque, et surtout

assez de vie propre, de force morale pour avoir une politique à soi, une politique indépendante, et c'est là, croyons-nous, une condition indispensable de ce qu'on nomme l'intégrité. Car il faut bien en convenir, ou la Turquie sera matériellement et moralement indépendante de toute influence extérieure, autant au moins que le sont les grands États de l'Europe, et alors elle remplit les conditions qui constituent le véritable équilibre européen, ou bien elle sera forcée d'emprunter les armées de tel voisin pour résister à tel autre, et de se mettre sous l'influence de telle puissance, pour ne point subir celle de telle autre, mais alors l'équilibre est rompu, et ce pays deviendra le champ clos où viendront s'entrechoquer les intérêts des grandes Puissances, et l'existence d'un pareil état de choses, loin de consolider, mettra constamment en péril l'équilibre de l'Europe.

Nous ne nions pas certes, que la décadence d'un grand peuple dure des siècles, que son agonie même peut se prolonger pendant plusieurs générations d'hommes ; et comme dans des maladies graves, et qui finissent par emporter la patient, il se manifeste parfois des améliorations momentanées, qui font renaître l'espoir dans l'âme des parens et des amis, mais qui ne trompent pas le médecin clairvoyant, il est très naturel qu'il se produise aussi chez le peuple turc des phénomènes de vitalité qui, malgré les apparences trompeuses, ne sauraient donner le change aux hommes d'état éclairés des grandes Puissances de la chrétienté. L'empereur Nicolas, dans ses entretiens avec Sir H. Seymour, en prévoyant la chute prochaine de la Turquie, ne reproduisait-il pas très exactement la pensée manifestée quelque tems avant par Lord

Stratford de Redcliffe, au trop fameux banquet qui lui fut offert à l'occasion de son départ de Constantinople ? N'était-ce pas là naguères les sentimens de toute l'Europe ? Or, comment se fait-il qu'on croie aujourd'hui, que la Turquie, si avancée dans la décadence, pourra être régénérée au point de pouvoir résister à une des Puissances les plus formidables du monde ?

Heureusement les plaies se découvrent une à une. On n'a que trop d'occasions, grâce à la présence des troupes alliées, de voir à chaque instant que tous les firmans, toutes ces prétendues réformes sur papier, ne sont pourtant, enfin de compte, que lettre morte.

On ne connaît que trop comment toutes les belles réformes promises par le hattî-Scheriff de Gulhané et le fameux Tanzimat ont été réalisées. Il en est absolument de même des firmans dernièrement publiés contre le trafic d'esclaves du Caucase et de la Géorgie. Le Sultan y déclare que quiconque se livrera à ce honteux commerce, sera sévèrement puni. Quelques délinquans, surpris, Dieu sait comment, l'ont été en effet, soit par un emprisonnement de *six heures*, soit par une amende de *dix piastres* (environ deux francs). C'est que gouvernans et gouvernés ne peuvent pas comprendre comment on peut défendre ce trafic, du moment où la loi permet à tout bon musulman de posséder des esclaves. Une pareille défense, contraire à toutes leurs habitudes, leur paraît si monstrueuse, qu'il leur est impossible de la prendre au sérieux. Ce qu'ils comprennent en tout ceci, c'est qu'il faut jeter un peu de poudre aux yeux des ghiaours qui ont l'excentricité d'exiger des choses impossibles. Et tandis que l'exportation des esclaves est défendue sous peine de deux francs d'amende

aux ports de la mer Noire, d'où se faisait jadis le transport de cette denrée, les bazars de Constantinople et autres villes de la Turquie en fourmillent. C'est que les marchands ont imaginé le moyen bien simple de couvrir leurs esclaves, au lieu de leur habillement ordinaire, du *ferdjé* dont se couvrent les dames turques, en sorte qu'ils sont censés, aux yeux des autorités, voyager avec leurs harems. La *Triester Zeitung* d'où nous tirons ces détails, contient une foule de particularités qui prouvent combien toutes ces réformes sont irréalisables en Turquie. En effet, comme le remarque très judicieusement son correspondant, « tant que le Coran sera la loi fondamentale de ce pays, il est impossible qu'il soit sauvé. » Il ne le sera, nous ne l'avons que trop souvent répété, que lorsque l'Évangile aura pris la place du Coran.

On commence du reste, même en Occident, à voir plus clair sur ce chapitre. Nous ne pouvons mieux faire que de mettre ici sous les yeux de nos lecteurs une partie d'une correspondance de Paris de l'Indépendance Belge (v. n<sup>o</sup> 349 du 15 Décembre.).

« Un autre fait, moins dramatique qu'une bataille, mais plus important pour l'avenir, ressort de toutes les correspondances. L'affaiblissement de la Turquie, un moment pallié par les bulletins de Silistrie, frappe désormais tous ses alliés, tous les généraux accourus à la défense de son territoire. L'administration ottomane en Asie est tombée dans un tel état d'anarchie, que les habitants en sont venus à désirer plutôt les chrétiens, fût-ce même les Russes, que leurs avides pachas ; et ce vœu désespéré n'est pas une simple conjecture, je copie, en disant cela, une lettre adressée à l'une des feuil-

les les plus dévouées à la cause ottomane. Quant à Omer-Pacha, on voit ses lenteurs hautement accusées, non plus seulement dans le camp des alliés, mais dans plusieurs journaux graves et jusque-là tous bienveillants pour le généralissime. A ces reproches, Omer répond en déclarant qu'il n'a ni assez d'argent, ni assez de matériel, ni surtout assez de cavalerie pour envahir décidément la Bessarabie ; il objecte la saison, les pluies, les marécages ; en réalité, il connaît son armée et craint de l'aventurer dans un pays où il n'aurait plus de remparts pour appui, mais au contraire des forteresses à conquérir. Il marche donc, pour s'arrêter en deçà du Pruth, non pas jusqu'à nouvel ordre (les ordres n'ont pas manqué), du moins jusqu'à l'envoi des ressources suffisantes. Or, comment un empire assisté par l'Europe et aidé des fonds de l'emprunt de Londres, n'a-t-il pu mettre encore sa principale armée en meilleure position ? Il faut le dire, la plaie administrative est toujours là, et tant qu'elle ne sera pas guérie, les puissances alliées auront tout à faire elles-mêmes. Est-ce un mal ? Pour ma part, je crois que leur tutelle se justifie ainsi par les faits, et la Turquie elle-même finira par en reconnaître la nécessité. »

Dans ces lignes, le mal est exposé dans toute sa nudité. On ne s'en dissimule plus les effets, mais on semble s'obstiner à n'en pas reconnaître la cause. Or cette cause gît dans le principe fondamental de l'Islamisme. Ce n'est pas une plaie administrative. Le mal est plus profond qu'on le pense, et ne sera pas guéri par la tutelle de l'Occident. Ce serait du reste, une étrange manière de conserver à ce pays son intégrité et son indépendance. Comment, on aurait déclaré la guerre à l'empereur de Russie pour avoir revendiqué le droit de protéger ses coreligionnaires,

droit qui lui appartenait déjà en grande partie en vertu de traités ; on aurait, disons-nous, déclaré la guerre à ce souverain pour mettre à couvert l'indépendance de l'Empire Ottoman, et au bout d'une année on s'écarterait du principe même de cette guerre au point de le mettre en tutelle ? Comment, après avoir déclaré que, malgré les sympathies que les chrétiens de l'Orient inspirent à leurs frères d'Occident, on ne pouvait exiger des prérogatives en leur faveur pour ne pas porter atteinte aux droits et souveraineté du Sultan, on viendrait aujourd'hui mettre son gouvernement en tutelle ? Et d'abord, l'histoire offre-t-elle l'exemple d'un grand Empire vivant sous la tutelle non d'un autre État, mais ce qui est plus monstrueux encore, sous la tutelle collective de deux ou trois États ? Rien de plus aisé que de deviner les conséquences d'un pareil état de choses.

Il en devait être pourtant ainsi. C'est là la conséquence naturelle de la politique dernièrement suivie en Orient. Nous concevons, et nous désirons de tous nos vœux l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, mais nous demandons sa régénération, la seule naturelle, la seule possible, le remplacement du Coran par l'Évangile. Les populations chrétiennes sont le seul et véritable élément de régénération. Nous n'avons que trop souvent traité ce sujet dans ce recueil pour y revenir aujourd'hui. C'est là, quoique selon nous la seule praticable, une solution qu'on n'a pas en vue. On tient à régénérer la Turquie par l'élément turc. On lui donnera des institutions européennes, mais, nous le demandons, qu'est la lettre sans l'esprit. A cette armée, marchant au pas, portant et présentant les armes, faisant des évolutions tant bien que

mal, parviendra-t-on à inspirer ce sentiment d'honneur qui anime et qui fait la véritable force des armées chrétiennes ? Aux magistrats, aux fonctionnaires publics, aux employés des diverses administrations, à qui on enseignera tant bien que mal aussi la partie pratique de leurs fonctions, pourra-t-on inculquer ces sentimens de probité, de désintéressement et d'impartialité, qui font l'honneur des magistratures et des administrations européennes ? A la masse du peuple, attaché à sa religion, pourra-t-on inspirer ce respect nécessaire à la loi, du moment où cette loi, contraire plus ou moins à l'esprit ou à la lettre du Coran, sera l'œuvre de ghiaour ? Si chez la nation la plus brillante et l'une des plus civilisées du monde chrétien, une noblesse pleine d'honneur et de sentimens les plus exquis, a pourtant dû céder le maniement des affaires à une classe inférieure, uniquement parce que quelques préjugés de caste la rendaient impropre à la direction du nouvel état de choses, comment peut-on espérer que des musulmans abrutis et dégénérés pourront diriger un nouvel état de choses, calqué sur les institutions chrétiennes de l'Europe, tandis que, pour des réformes comparativement insignifiantes, la noblesse française a dû faire place à la bourgeoisie ? Et remarquez le bien, cette bourgeoisie est toute trouvée en Turquie.

On se meut, convenons en, dans cette question d'Orient dans un cercle vicieux. D'un côté on veut l'indépendance de la Turquie, et de l'autre on sent le besoin de la mettre en tutelle. On méconnaît à la fois la caducité de cette race abâtardie, et l'impossibilité de faire marcher de pair les préceptes du Coran avec la civilisation moderne. Il se peut que des grands hommes parviennent en

Orient à introduire des réformss, et à obtenir de beaux résultats. Nous avons l'exemple de Runjed-Sing et de Mehmet-Ali. Mais ne l'oublions pas, toutes ces grandes choses ne sont que l'œuvre de l'initiative individuelle. Elles meurent avec le fondateur, les masses y restent étrangères. C'est que ces réformes les touchent, mais ne les pénètrent pas. Le grand obstacle, c'est qu'elles ne cadrent pas avec les croyances religieuses de ces peuples. C'est là une différence immense, et dont les chrétiens ne se rendent pas assez compte. Car ils n'ont pas la conscience du degré d'influence qu'exerce sur tous les rapports de la vie, la religion chrétienne. Nous ne saurions mieux rendre notre pensée, qu'en empruntant un passage au travail remarquable de M. Saint-Marc Girardin sur J. J. Rousseau, publié dans la Revue des Deux Mondes.

« Les bonnes mœurs, le choix du monde et d'un état im-  
 » portent essentiellement à la conduite morale de l'hom-  
 » me : mais de toutes les influences morales, celle de la  
 » religion est, selon Rousseau, la plus importante et la  
 » plus durable. Je suis tout à fait de cet avis, et je ne  
 » m'arrête point à l'objection que font volontiers les  
 » indifférens de nos jours, qui, voyant le peu de part que  
 » la religion a dans la conduite des hommes de notre  
 » temps, même dans ceux qui prétendent avoir la foi,  
 » n'hésitent pas à douter de l'influence morale de la reli-  
 » gion en ce monde. Les indifférens peuvent nier aisément  
 » l'influence de la religion, mais ils ne peuvent pas s'en  
 » séparer, car la morale générale du monde s'est telle-  
 » ment impregnée depuis dix-huit cents ans de la morale  
 » chrétienne, que ceux mêmes qui n'ont pas la foi suivent  
 » sans le savoir la loi chrétienne. Je ne consentirai à

» prendre l'objection des indifférens comme un argument  
 » que s'ils commençaient à retrancher de leur morale tout  
 » ce qu'elle doit sans s'en douter à la morale chrétienne;  
 » alors ils pourraient, avec quelque fondement, nier l'in-  
 » fluence morale de la religion en ce monde; mais comme  
 » ce triage est impossible à faire, nous pouvons croire  
 » avec Rousseau, que de toutes les influences morales l'in-  
 » fluence de la religion est la plus importante. » Revue  
 des Deux Mondes. Livr. du 15 décembre 1854.

Cette grande vérité, si bien exprimée par un des publi-  
 cistes les plus distingués de l'Europe, s'applique parfaite-  
 ment au cas actuel; puisse-t-elle devenir l'objet d'une  
 profonde méditation chez les hommes d'État qui s'oc-  
 cupent du sort futur de l'Orient. En effet, on ne saurait  
 nier que toutes les institutions des États modernes de  
 l'Europe, portent, beaucoup plus qu'on ne le pense, une  
 empreinte profonde de l'esprit du Christianisme. Si les  
 États de l'antiquité ont pu arriver à la grandeur, soit par  
 leurs fastes militaires, soit par le bien-être d'une caste,  
 la tâche principale des gouvernemens chrétiens, quelle  
 qu'en soit la forme, et la condition indispensable du pro-  
 grès des États modernes, c'est le bien-être du peuple,  
 c'est le bonheur de tous. Une des bases fondamentales  
 des sociétés chrétiennes, c'est la famille. C'est la propriété  
 et le travail qui sont la source des fortunes. L'esprit  
 chrétien a fait justice de tous les privilèges. Toutes les  
 anomalies sociales ont peu à peu disparu. Les institutions  
 ont pour base l'égalité de tous devant la loi, la partici-  
 pation de tous aux charges publiques, l'accès des honneurs  
 et des emplois publics à toutes les capacités.

Or, chez les musulmans, la famille n'existe pas; au

lieu du mariage, ils ont la polygamie, et la condition de la femme y est toute autre que chez les chrétiens. L'amour du prochain, enseigné par l'Évangile, et la tolérance des chrétiens sont remplacés chez les Turcs par la haine contre l'infidèle. Le chrétien vit de son travail, le musulman se croit en droit de vivre de celui de ses rayas. Conçoit-on maintenant l'immense différence d'idées, par suite de la diversité des principes religieux (n'oublions pas que chez les musulmans, le Coran est à la fois loi religieuse et civile) et de la diversité d'éducation, entre le musulman et le chrétien ? Peut-on se flatter que le peuple turc, ainsi façonné par l'islamisme et ses lois religieuses et civiles, si opposées aux nôtres, puisse jamais se plier aux exigences des institutions qu'on veut lui donner pour l'aider à se régénérer, du moment où l'esprit tout chrétien de ces institutions est en opposition avec ses croyances, ses idées, enfin avec tout ce qui constitue le sens moral d'un peuple ?

Ce n'est là, d'ailleurs, pour la régénération de la Turquie par l'élément musulman, que la moindre difficulté. Le grand embarras, ce sont les chrétiens, les rayas, qui forment à eux seuls plus de la moitié de la population totale. Or, ou les chrétiens participeront à toutes les charges et à tous les avantages des Osmanlis, et alors c'en est fait de l'islamisme, ou bien ils resteront dans une condition inférieure, et alors, tout en voulant régénérer la Turquie, on privera nécessairement son gouvernement du concours de la partie la plus intelligente, la plus capable, la plus laborieuse de ses sujets. Mais est-il croyable que des puissances chrétiennes qui combattent pour la civilisation, voudront river les fers de douze à quinze millions

de chrétiens, et consacrer, par une intervention dans les affaires de la Turquie, leur servitude sous les infidèles ? Néanmoins, tel est le fatal dilemme que la force des choses posera aux Puissances.

Nous croyons d'autant plus devoir insister, que nous lisons encore dans l'Indépendance Belge du 18 décembre, dans une correspondance de Paris, à propos du passage que nous venons de transcrire plus haut, ce qui suit.

*« On a fort remarqué une de vos dernières lettres dans laquelle un de vos correspondants dépeint la triste situation des populations en Asie. Tous les tableaux que l'on ferait à cet égard, sont encore au-dessous de la vérité. Les gouvernements alliés connaissent parfaitement cette situation, et lors de son dernier voyage ici, lord Palmerston a tenu un langage à cet égard fort net et qui ne laisse aucun doute que lorsque la paix sera faite, on va s'occuper sérieusement de régénérer l'Orient. »*

C'est donc un des personnages les plus importants du monde politique qui sent et exprime la nécessité de la régénération de la Turquie. Espérons que le noble Lord et ses collègues, ainsi que les hommes d'État des nations chrétiennes qui seront appelés à décider sur l'avenir de l'Orient, puiseront dans l'examen approfondi des faits, la conviction que la race turque a fait son temps, que sa régénération est une impossibilité, et que toute la sève, toute la vitalité, est dans l'élément chrétien. Jamais plus belle, plus noble tâche n'a été dévolue aux puissans de la chrétienté ! Si, injustes envers leurs coreligionnaires, ils tentent la régénération des Musulmans, ils se préparent de cruelles déceptions. En réhabilitant des coreligionnaires,

en les tirant d'un esclavage de quatre siècles, en leur confiant les destinées futures de l'Orient, ils auront résolu cette grande question d'une manière définitive, et consommé le plus beau, le plus éclatant acte de justice dont le genre humain puisse se glorifier.

B.

## L'OPINION GRECQUE SUR LE SYSTEME

DE

FALLMERAYER.

—0000—

Le livre de M. About a eu l'honneur d'un article de M. Saint-Marc Girardin, qui essaie de mettre en relief tous les côtés bons et estimables de cet ouvrage. D'après nous, son meilleur côté et son plus grand mérite, c'est d'avoir donné naissance à cet excellent article, qui provoque une éternelle reconnaissance de la part de la Grèce, pour la bienveillance qu'il respire envers elle, et pour la justice qu'il lui rend. Il commence par quelques considérations sur la nationalité grecque, que nous sommes tout prêts de signer. Tout le sang grec aurait tari dans les veines du peuple qui habite la Grèce, qu'encore il ne serait pas un peuple slave, puisqu'il ne veut pas l'être, puisqu'il a reconquis la nationalité grecque et qu'il est fier d'y tenir. Mais à l'observateur le plus superficiel il est facile de se persuader que les Grecs n'ont pas péri. Sans parler de la langue qui ordinairement meurt avec le peuple qui la parle, dans

les villes, et surtout dans les campagnes, le type grec se distingue de la manière la plus précise du type albanais ou slave, si tant est que la moindre trace des colonies slaves soit restée dans le pays. Par là nous ne voulons pas dire que la race grecque soit restée sans mélange depuis Thémistocle jusqu'à nos jours. Nous adoptons pleinement sur ce point la théorie, seule saine et solide, de M. Saint-Marc Girardin; et afin de prouver que la vanité naturelle qu'on attribue aux Grecs, est plus éclairée qu'on ne se plaît à le dire, nous publions ici une partie de la première leçon de l'histoire de la régénération du peuple grec que M. C. Papparigopoulos, professeur d'histoire à l'université d'Athènes, a faite en 1846 au gymnase de cette ville. Son contenu ne nous paraît pas étranger à l'objet de notre publication.

« Il s'est rencontré des hommes qui ont compulsé les pages confuses et encore incomprises de notre histoire au moyen âge. Ils ne se sont pas contentés de signaler nos véritables malheurs; comme si ce n'eût pas été assez de tant de désastres et de leurs conséquences, ils en ont imaginé de plus irréparables encore. Ils ont prétendu que la race hellénique dont nous nous glorifions d'être les descendants et les héritiers, au nom de laquelle nous réclamons la gratitude et les sympathies du monde civilisé, avait depuis longtemps été extirpée de l'Europe. Ils ont affirmé que ces hommes qu'on appelle des hellènes, ne sont en réalité que des Scythes des Slaves, enfans des régions hyperboréennes et d'une race consanguine des Serbes et des Russes, qui s'étonnent aux mêmes de s'entendre appeler les descendants de Périclès et de Philopæmen, qui ne constituent qu'une agglomération confuse, qu'une masse inerte, privée de tout génie, dont la récente insurrection fut bien plus le résultat d'une intrigue étrangère, qu'un mouvement national dont elle était incapable. Ils ont dit encore que les événements de la révolution de 1821, ne furent que les conséquences du désespoir de gens qui se voyaient menacés dans leur vie, dans leur honneur et dans leurs propriétés; une de ces résolutions, en un mot, qu'on a vu parfois se produire chez les peuplades les plus viles et les plus sauvages. Enfin leur conclusion a été

que ce cabos, soi disant hellénique, ne vit que d'une vie factice, octroyée par les puissances Européennes, et qu'en définitive il n'existe dans ce ramassis d'individus, écume de diverses barbaries, aucun des éléments nécessaires à la vie d'une nation pouvant justifier un jour par leur développement, les espérances que les faits de la lutte ont pu inspirer à la crédule Europe.

Si du moins ces opinions n'émanaient que d'un esprit vulgaire, d'une imagination malade, ou d'un cœur passionné! Mais non, celui qui le premier a professé ces croyances, est un homme justement estimé pour ses travaux historiques, pour la magie de son éloquence, et son système a été accueilli comme un chef d'œuvre d'érudition. Il s'est trouvé tout de suite, il est vrai, des écrivains amis de la Grèce, qui ont considéré comme un devoir la réfutation sérieuse des assertions de M. Fallmerayer, mais toujours est-il que bien des gens ne sont point encore persuadés, et l'on peut voir dans un livre savant, publié, il y a peu de temps, dans le but de faire connaître à l'Europe l'état géographique, ethnographique, politique et moral de l'empire ottoman, que les opinions de M. Fallmerayer ont laissé une profonde impression dans l'esprit d'un écrivain qui d'ailleurs aime la Grèce; M. Boué pense en effet que l'écrivain allemand a bien développé les faits qui constatent la disparition des anciens hellènes et leur remplacement par des Slaves et des Albanais.

Demeurer spectateurs silencieux de la discussion qui a lieu dans le monde scientifique à notre sujet, au sujet de notre valeur politique mise en question, ce serait manquer de la première des qualités d'un peuple, l'amour-propre national, ce serait donner gain de cause à nos détracteurs, et nous classer volontairement parmi ces populations arriérées, dont d'autres se chargent de raconter l'histoire et de prédire les destinées, vu leur inaptitude et leur impuissance pour une œuvre de ce genre.

Montrons donc, l'histoire à la main, que de tout temps nous avons été un peuple intelligent, vivace, indestructible; que le génie de la Grèce n'a jamais quitté ce sol illustré tant de fois; que nous savons qui nous sommes, d'où nous venons, où nous allons, et que notre révolution a eu sa cause dans des droits, dans des sentiments, dans des tendances qui sont inhérentes à notre race, et dont le dernier de nous a conscience. L'étude passionnée de l'histoire nationale a toujours été chez les peuples le signe certain de la virtualité politique. Appliquons-nous donc à comprendre dans toutes ses parties le drame souvent triste, mais souvent aussi brillant de notre passé, élevons en un mot à notre régénération morale et politique, un monument qui repose sur des traditions séculaires comme sur un piédestal.

Vous le comprenez déjà, Messieurs, cette histoire a pour but de proclamer en faveur de la Grèce, de grandes, d'incontestables vérités. Arrêtons-nous ici un instant pour indiquer les points saillants de la carrière que nous allons parcourir, pour poser les questions les plus intéressantes que nous aurons à éclaircir. Et d'abord, quant aux migrations étrangères, quant au mélange de certaines races avec la race hellénique, il en est qui le considèrent comme un fait malheureux, qui aimeraient à le voir démenti par l'histoire, et qui vont même jusqu'à en considérer l'aveu comme une atteinte à l'amour-propre national. Sans nier ce qu'il y a de noble dans ce sentiment, il me sera facile de détruire l'erreur sur laquelle il repose. Les peuples les plus grands et les plus avancés ne sont à proprement parler, que le produit d'un mélange de races différentes, dont les qualités diverses se sont conservées dans les générations qu'il a produites. Les Anglais d'aujourd'hui descendent des Celtes, des Saxons, des Normands; le sang tartare coule à flots dans les veines des Russes; une grande partie de l'Allemagne est occupée par les populations slaves, dont quelques unes se sont déjà germanisées, mais dont les autres portent encore tous les signes caractéristiques de leur race; des Ibères, des Romains, des Goths et des Arabes, est né le peuple dans l'empire du quel le soleil ne se couchait jamais. Je ne dirai rien des habitants de l'Amérique du nord; mais ces Français, qui se glorifient à si juste titre de leur unité nationale, que sont ils sinon le fruit d'une agglomération successive de Gaulois, de Romains, de Francs, de Normands et d'Allemands modernes. Nos ancêtres appelaient les Romains un ramassis de peuples, et qu'étaient-ils eux mêmes, sinon les descendants des Pélasges, des Hellènes, des Phéniciens, des Egyptiens etc? Que le mélange du peuple grec moderne avec des peuples d'une origine différente ne soit donc point à vos yeux un fait déplorable. C'eut été au contraire, pour la Grèce, un malheur si son peuple était demeuré immobile et étranger à ce grand mouvement des races. A certaines époques, l'union des peuples est nécessaire au développement de leur génie.

Ainsi la question n'est pas de savoir si nous sommes les descendants en ligne directe de Périclès et de Philopœmen; ce qu'il importe de prouver, c'est que du croisement de races qui a eu lieu, qui se continue encore en Grèce, est résulté, non pas une tourbe banale, inerte et stupide, mais un peuple qui possède en lui tous les éléments d'une existence politique, et plus particulièrement, que l'esprit hellénique, modifié quant à la religion et aux mœurs, mais inaltérable quant au génie et à la nationalité, vivifie toujours en nous le résultat du travail successif des siècles. Voilà la question qu'il s'agit de poser, et quant à sa solution, elle se présente d'elle même,

pour peu qu'on observe avec attention ce qui se passe sous nos yeux. Il existe encore en Grèce deux races, la race hellénique et la race albanaise. Mais cette dernière constitue-t-elle un peuple à part, ayant une nationalité, un intérêt opposé à la nationalité, aux intérêts de la race grecque? Autrefois il en était ainsi, mais aujourd'hui il n'existe plus de-à à ce point de vue la moindre différence. Nous avons vu naguère les Albanais marcher à l'avant-garde sous le drapeau de l'indépendance, et combattre pour la religion, la nationalité et les droits de la Grèce. La race albanaise conserve encore un élément national qui lui est propre, sa langue; mais cet élément lui-même s'efface peu à peu devant la marche conquérante de l'hellénisme, et ceux qui persistent à établir en Grèce une distinction entre les hellènes et les albanais, auraient pu entendre dans la dernière Assemblée Nationale, et dans les chambres actuelles, des enfants d'Hydra, de Spetzia et de Souli, défendre à la tribune les intérêts de la Grèce, dans cette langue de laquelle nous pourrions dire, comme Plutarque des armures d'or des soldats de Brutus, qu'elle est à la fois notre bien le plus cher et notre arme la plus redoutable.

C'est ainsi que s'opère la fusion de la race albanaise, c'est ainsi que par les forces qu'elle apporte et que la race grecque s'assimile, l'esprit hellénique gagne en prépondérance. Or il est évident qu'il en a été de même plus anciennement, lorsque les Slaves sont venus s'établir en Grèce, et que si la race albanaise est encore reconnaissable aujourd'hui, c'est qu'elle n'est venue que bien plus tard se mêler à nos populations. Tout autre système serait en contradiction, non-seulement avec les témoignages recueillis, mais encore avec les faits existants.

Mais ce qui prouve encore mieux la virtualité de l'hellénisme c'est la conservation de notre langue. Qu'on la compare à celles des autres peuples qui, comme nous, sont le produit d'un croisement de races. La langue anglaise, par exemple, se compose d'environ 43,500 mots, dont les diverses origines sont, on le pourrait dire, la vivante histoire des nations dont est née celle qu'on nomme de notre temps la reine des mers. Dans la langue anglaise 13,600 mots sont des dérivés de l'anglo-saxon et des autres dialectes teutoniques, et les 30,000 autres ont leurs racines dans le franco-normand et dans les langues romanes.

Qu'on prenne maintenant le dictionnaire du grec moderne qui vient d'être tout récemment publié par M. Byzantios. Sur les 25,000 mots qu'il contient, 500 tout au plus ont une racine étrangère; tous les autres sont purement helléniques; ce fait devient encore plus frappant, si l'on considère que ces 500 mots eux-mêmes appartenant exclusivement à la langue parlée

tendent à disparaître bientôt à mesure que l'instruction se propage, que la langue écrite devient usuelle, et que 74,500 autres mots sont loin de constituer tout le riche trésor de la langue antique auquel la langue moderne ne cesse de puiser chaque jour.

Ainsi, abstraction faite de la langue albanaise qui subsiste encore, mais qui n'a rien prêté au grec moderne, cinq cents mots sur vingt cinq mille voilà dans notre langue tout ce qui indique les invasions romaine, gothe, sarrasine, slave, franque et ottomane. Certes le fait est digne de remarque, il peut servir raisonnablement de base à des conclusions d'un haut intérêt historique, et il en résulte tout d'abord à mes yeux, que jamais en Grèce il n'y eut, si je puis employer ce mot là, de compromis passé entre la race indigène et les races étrangères, mais bien absorption constante des races étrangères par la race hellénique.

Au besoin, s'expliquerait par là, comment il se fait qu'en ce moment la régénération hellénique ne soit point entièrement accomplie. La fusion complète d'une race dans une autre, la décomposition d'une nationalité et son absorption par une nationalité nouvelle, exigent sans doute beaucoup plus de temps que ces sortes de compromis passés, dans d'autres pays, entre les conquérants et les vaincus; mais il est une remarque non moins intéressante à faire sur le phénomène que présente la décomposition de la nationalité albanaise. Selon nos adversaires, les Slaves ont complètement exterminé et détruit la race hellénique sur le sol de la Grèce, et ce sont les descendants de ces Slaves, hellénisés plus tard par les Byzantins, qu'on appelle aujourd'hui des Grecs. Ainsi, l'hellénisme pur qui, au sixième siècle (époque à laquelle selon ces écrivains s'est produite cette catastrophe), conservait sans doute une langue plus riche et une nationalité plus tenace que par la suite, aurait été anéantie par les Slaves, tandis que l'hellénisme bâtard, que Byzance aurait eu l'habileté de créer, serait venu à bout de deux dominations étrangères, celle des Francs et celle des Turcs, et aurait encore eu la puissance d'absorber les races albanaises qui certes n'étaient ni moins nombreuses, ni moins puissantes que les races slaves. Dès le premier abord, l'absurdité d'un pareil raisonnement saute aux yeux, et il serait puéril de s'attacher à le réfuter.

Il est encore un autre fait également important et sur lequel, dès ce moment, je crois utile d'appeler votre attention: l'extension qu'ont reçue le nom et la race helléniques au moyen âge. Anciennement le foyer du peuple grec se bornait aux régions contenues entre la Thessalie et le cap Malée, et nos ancêtres étaient tellement jaloux du titre d'hellène, qu'ils ne daignaient l'accorder, ni aux Epirotes, ni aux Macédoniens. Plus tard, les rois

de la Macédoine, s'étant appropriés le nom et la civilisation de la Grèce, ont soumis à son sceptre une immense agglomération de pays. Cette œuvre fut brisée pendant quelque temps par la conquête romaine; mais peu après, nous voyons les Grecs donner encore leur nom et leur langue à Byzance et à son vaste empire. Nous rechercherons en temps opportun les causes de cette extension et le but auquel elle tendait. Je veux seulement ici constater l'hellénisation de l'empire romain d'orient, et examiner la signification d'un fait aussi important. Il prouve sans doute qu'à cette époque la race grecque était, parmi celles qui peuplaient l'empire Byzantin, la plus nombreuse, la plus forte, la plus influente, puisqu'autrement il serait fort difficile de s'expliquer comment les Empereurs de Byzance ont consenti à abandonner le caractère romain duquel ils s'enorgueillissaient tant, pour l'échanger contre celui de Grecs, plutôt que de devenir eux-mêmes des barbares, ainsi qu'il serait certainement arrivé, si ces derniers avaient été dans l'empire, les plus influents, les plus nombreux et les plus forts. D'après Gibbon, c'est au sixième siècle que l'empire romain a commencé à se greciser, et pourtant, selon M. Fallmerayer, ce serait à la même époque que les Grecs auraient disparu de l'Europe pour faire place aux Slaves. Certes, ce serait, il faut en convenir, un peuple étrange que celui qui, au moment de sa ruine, se serait emparé du trône le plus puissant d'alors, et c'est avec étonnement qu'on entend l'historien allemand dire que « le nom de grec ne désigne plus seulement comme jadis les descendants de Deucalion établis entre la vallée de Tempé et celle de l'Eurotas, mais tous les chrétiens orthodoxes, dé- pendant du trône patriarcal de Byzance. »

En donnant ainsi le nom de grecs à des populations qui ne sont point de race hellénique, qui ne sont point encore hellénisées, M. Fallmerayer songe sans doute à corroborer son opinion sur l'anéantissement des grecs; mais s'il y avait regardé plus attentivement, il se serait aperçu que par ces paroles il renversait lui même son propre système. N'est-il pas évident, qu'une telle extension du nom grec, prouve bien qu'il n'a jamais disparu? Que l'espèce de baptême qu'étend peu à peu et sans interruption le peuple grec sur tout ce qui l'approche, prouve bien que ce peuple a toujours eu beaucoup plus de virtualité que ceux qui vinrent s'établir sur son sol? Que c'est par cette virtualité qu'il imposait alors son nom, en attendant qu'il transmitt ses autres caractères distinctifs, ainsi qu'il est toujours arrivé, qu'il arrive et arrivera éternellement dans la vie des peuples?

Au reste, Messieurs, demandez-vous à ce sujet si ce peut être en vain que le peuple et le nom grecs, ont traversé tant de générations, se sont repandus sur d'aussi vastes contrées, ont survécu à tant d'épreuves suc-

cessives, et ont acquis de siècle en siècle des éléments toujours nouveaux, toujours vivaces, d'existence et de force. Demandez vous s'il est permis de croire que la providence travaille sans but; si elle a jamais pu permettre qu'en un jour, fut détruite son œuvre de vingt siècles. Demandez vous si après avoir pendant deux mille ans favorisé l'accroissement et la puissance de la famille hellénique, il a pu entrer dans les plans providentiels d'en désunir les membres, si en un mot Jacob sera toujours béni par le Père, tandis qu'Esau sera éternellement oublié.—Ce n'est point ici le moment de répondre à ces questions, mais la solution s'en trouve au fond de vos cœurs. . . .

Le système de Fallmerayer fut du reste de la part du professeur dont nous venons de citer en partie ce discours d'introduction, l'objet d'un travail spécial, détaillé, conduisant, à travers un examen scrupuleux des textes et des faits, aux mêmes conclusions que celles auxquelles on l'a vu aboutir par la voie plus large des considérations générales. On sait que l'historien allemand s'est attaché surtout à prouver son thème à l'égard du Péloponnèse; en homme habile dans la stratégie dialectique, il comprit que c'était le point auquel tenait le succès de sa proposition. Si l'on parvenait en effet à démontrer l'extinction complète de la race et de la langue indigènes jusque dans ces extrémités du monde grec, par suite d'une domination et d'une colonisation slaves, il ne pourrait plus rester de doute sur le sort des populations qui, de plus en plus rapprochées des rives du Danube, étaient aussi beaucoup plus exposées aux invasions et aux conquêtes des tribus du nord. C'est donc sur le terrain de la péninsule que notre auteur a dû s'attaquer principalement à l'argumentation de Fallmerayer, dans un traité publié à Athènes, en 1843, sous le titre *Des colonies slaves dans le Péloponnèse*.

En fait de documens historiques, Fallmerayer n'avait à alléguer que deux témoignages plus ou moins valables : l'un était une lettre synodale adressée à la fin du onzième siècle par le patriarche œcumenique Nicolas, à l'empereur Alexis Comnène, lettre dont un passage portait que *les Avars avaient jadis occupé le Péloponnèse pendant 218 ans, qu'à la suite de cette conquête, la péninsule fut durant tout ce temps détachée de l'empire, à tel point que les Grecs n'y purent jamais remettre le pied, qu'enfin ces étrangers furent vaincus et domptés au commencement du neuvième siècle, et que ce n'est qu'alors que le pays fut remis sous la loi de l'empire.* Le second témoignage est le fameux passage de *De thematibus* de Constantin Porphyrogénète, suivant lequel *le pays entier devint slave et barbare à l'époque de la grande peste qui eut lieu sous le règne de Constantin Copronyme (au milieu du huitième siècle).* Il suffit de jeter un coup d'œil sur ces assertions pour y voir des contradictions flagrantes ; l'une parle des Avars, l'autre des Slaves ; l'une nous avertit d'une conquête, l'autre plutôt d'une colonisation ; l'événement cité dans la lettre synodale se rapporte à la fin du sixième siècle, tandis que Constantin Porphyrogénète annonce un fait qui serait arrivé un siècle et demi plus tard.

Bien plus, le récit des grandes guerres que les Avars entreprirent contre l'empire à la fin du sixième siècle nous a été conservé par un témoin oculaire. Theophylacte Symocatta écrivit sa chronique dans les premières années du siècle suivant. Il entre dans les plus grands détails, il suit les événements d'année en année, et pour ainsi dire pas à pas ; eh bien, il résulte de son récit que jamais les Avars n'ont dépassé la limite méridionale de

la Thrace. Comment est-il possible qu'un fait aussi grave que la conquête du Péloponnèse eut échappé à la connaissance du chroniqueur, ou bien qu'il n'ait pas cru devoir le citer ?

Aux termes d'ailleurs de la lettre synodale, les Avars auraient détaché la péninsule de l'empire à tel point que les Grecs n'y purent guère mettre le pied pendant un espace de 218 ans, de 589 à 807, suivant le calcul de Fallmerayer. Mais nous possédons dans le *De administrando Imperio* de Constantin Porphyrogénète une relation détaillée et officielle du châtement infligé aux Slaves du Péloponnèse dans cette année 807 ; loin d'être représentés comme des conquérants, les Slaves y sont appelés tout simplement des colons révoltés, qui ayant attaqué Patras, furent battus et réduits à l'état de serfs par les habitans de cette ville et le préfet du Péloponnèse accouru de Corinthe au secours de ces derniers. D'où il résulte aussi que les villes de Patras et de Corinthe n'avaient point cessé d'être occupées par les Grecs, et qu'un préfet de l'empire, siégeant dans la seconde de ces villes, continuait d'administrer la péninsule dans un temps où, à en croire le document patriarcal, elle avait été totalement soustraite à la souveraineté grecque.

Nous ne saurions suivre ici le traité sur les colonies slaves dans tous les détails de sa réfutation ; il y a là une foule de citations et d'arguments qui mettent en évidence les exagérations de la lettre synodale. Nous remarquerons seulement qu'en tout cas cette lettre ne parle pas de l'extermination de la race indigène, et que l'historien allemand lui-même a dû faire une brèche considérable à l'exclusivisme de son système, car il est beaucoup moins abso-

lu dans ses récits que dans ses conclusions. Ainsi après avoir assuré dans l'avant-propos du premier volume de son *Histoire de la Morée*, que la race grecque fut complètement extirpée du sol Européen, et qu'il n'y a pas une goutte de sang hellénique dans les veines des habitans actuels de la Grèce, il énumère, p. 187, bon nombre de villes et de pays du Péloponnèse qui ont échappé à l'intrusion des Slaves. Tels sont: l'Acrocorinthe et les deux ports de Kenchreæ et de Lechæum; le château et la ville de Patras, les villes Messéniennes de Modon et de Coron, le territoire d'Argos, y compris la ville et l'acropole du même nom, Nauplie, ainsi que certains points fortifiés du littoral et des montagnes de la province actuelle de Prastos; enfin, sur le flanc occidental du mont Taygète, le château d'Oetylum et les rochers inabordables du Magne. Loin même de se borner à ces concessions, il en fait de bien plus considérables aux pages 260, 277, 278, 338. Aux villes grecques de la côte occidentale qui n'ont pas été occupées par les Slaves, il ajoute l'Arcadie ou Cyparissie; dans l'Argolide, ce n'est plus seulement Nauplie, Argos et sa banlieue, c'est toute la péninsule anciennement appelée chersonèse Argolique, y compris les villes d'Épidaure, de Trézène et d'Hermione, qui ne portent pas la moindre trace du slavisme; après n'avoir réservé que quelques points du littoral de Prastos, il assure maintenant que le littoral entier de Bœæ à Prastos a conservé ses anciens habitans; tandis qu'on l'a vu réduire l'hellénisme, sur la côte méridionale, au seul château d'Oetylum et aux rochers du Magne, le voilà qui étend sa main libératrice sur tous ces parages, d'un côté jusqu'à Calamata, de l'autre jusqu'à Psamathous, Trinasse et Assos;

il n'oublie pas non plus de comprendre parmi les villes grecques, la forteresse de Monemvasie; enfin, nonobstant son assertion primitive que la conquête étrangère s'était établie sur toute la surface du Péloponnèse, hormis un petit nombre des points de la côte, il en vient à soustraire aussi à la domination slave quelques villages et quelques bourgs de l'intérieur des terres, et, mettant le comble à sa libéralité, il finit, après une courte contestation, par rendre aux Grecs, en partie du moins, la grande ville de Lacédémone elle-même.

Comment admettre après cela la validité du témoignage de la lettre synodale, lorsqu'on la voit lacérée de la sorte par celui-là justement qui était principalement intéressé à sa conservation? Il n'y a évidemment de sérieux en tout ceci que le passage de *De thematibus*; combiné avec la relation comprise dans le *De administrando imperio*, il indique clairement qu'il y eut non pas conquête du Péloponnèse par les Avars, mais colonisation du pays par des Slaves, que « ces colons, pour emprunter » les conclusions du traité sur les colonies slaves, que ces » colons, loin d'exterminer les anciens habitans de la péninsule, ont toujours été domptés par eux, qu'ils ont fini » même par accepter la langue et la religion de la race » grecque et par disparaître complètement au milieu d'elle, pareils aux eaux du fleuve, qui, tout en conservant » aux abords de son embouchure, leur couleur et leur » qualité, s'en vont un peu plus loin se perdre dans l'abîme des mers. »

Nous bornons là notre analyse et nos citations; ce serait abuser de la patience de nos lecteurs que d'insister plus longtemps ici sur ce paradoxe. Après avoir

rendu hommage à la sagacité avec laquelle le célèbre publiciste de Paris a su faire justice des excentricités de l'auteur allemand, nous avons voulu seulement établir que c'est là précisément aussi le point de vue sous lequel les Grecs eux-mêmes ont envisagé cette question historique.

## Quinzaine politique du Spectateur.

— 0000 —

Les clauses du traité du 2 Décembre sont aujourd'hui connues; l'Autriche et les puissances maritimes s'engagent mutuellement à ne pas terminer la guerre, les premières, celle qu'elles font à la Russie, l'Autriche, celle qui pourrait surgir entre elle et cette puissance, sans une entente préalable. On dirait que les puissances maritimes, croyant le moment tout proche où l'Autriche ne pourra plus tenir contre le courant, et sera entraînée à la guerre, veulent s'assurer sa coopération permanente, et prévenir le cas où après quelques hostilités, ayant reçu des concessions à part soi de la Russie, elle s'arrangerait avec elle pour une neutralité déclarée, ou même pour quelque chose de pis, laissant les autres puissances se tirer elles-mêmes d'affaire. Il semble de l'autre côté que l'Autriche, une fois à cheval sur le Danube, et la main doucement fourrée dans la poche des principautés, ne pense plus sérieusement et sincèrement qu'à la paix, qui lui sanctionnerait ces avantages acquis, et qui préviendrait une rixe désastreuse en Allemagne. Le traité du 2 Décembre serait donc un préliminaire, par lequel elle se

fait autoriser par les deux puissances maritimes à s'immiscer aux négociations et aux conditions de la paix.

On sait qu'en même temps qu'elle engageait ainsi les puissances à traiter de concert avec elle, et pour ainsi dire sous sa sanction, elle prenait les devants avec la Russie, et lui proposait les bases sur lesquelles elle désirait voir la paix s'établir. Ces bases sont les quatre points dont nous avons parlé dans notre précédent numéro. Mais cette proposition était faite en son nom propre, et n'engageait personne. C'était même une question de savoir combien elle engageait l'Autriche elle-même. Si la Russie les acceptait, elles n'étaient sans doute nullement obligatoires pour les autres puissances; l'étaient-elles, et jusqu'à quel point pour l'Autriche? Dans l'éventualité contraire, l'Autriche considérerait-elle le refus de la Russie comme un cas de guerre? Une note confidentielle du comte Buol au comte Esterhazy (du 9 Nov.) répond à toutes ces questions: En cas de refus de la part de la Russie, l'Autriche voudrait renouveler ses sollicitations, de concert avec la Prusse; mais si elle échouait de nouveau, elle interromperait ses relations diplomatiques, et se réserverait le droit d'intervenir par elle-même pour obtenir l'acceptation de ses propositions, ce qui pourrait aller jusqu'à une guerre. Dans ce cas elle désirerait bien la coopération de la Prusse et de l'Allemagne, mais elle ne se bornerait plus aux quatre points.

Dans le cas au contraire où la Russie accepterait ses propositions de paix, elle insisterait pour qu'on interprêtât loyalement les quatre points, dans le sens de l'équilibre européen; elle s'est réservée la faculté de présenter, si bon lui semble, de nouvelles conditions, et ne saurait

disputer cette même faculté aux autres puissances. Mais il n'est point dans son intention d'élever de nouvelles demandes, et à l'égard de celles que les autres pourraient élever, elle se réserve toute la liberté de son jugement, et une action modératrice et conciliante. En un mot elle déclare que la Russie *n'aurait pas à craindre de la voir parmi ses adversaires, si elle veut accepter sans équivoque les quatre points*. Or voici que la Russie accepte les quatre points sans réserve et sans équivoque, par la lettre que le Prince Gortchakoff a écrite le 28 Nov. au comte Buol. L'Autriche est donc satisfaite, et ainsi doit être la Prusse et le reste de l'Allemagne. De ce côté là le danger de la guerre paraît s'éloigner définitivement.

Mais en est-il de même du côté de l'occident? Les quatre conditions n'y sont pas obligatoires. Y sont-elles agréées? A entendre les articles fulminants de quelques journaux, vingt-quatre points ne suffiraient pas pour assouvir leur fureur. Il est bien question de la libre navigation de la Mer Noire! On ne déposera les armes à moins d'avoir forcé la Russie à brûler ses flottes de ses propres mains, et à anéantir ses forts et ses forteresses. Le sort des armes devant Sévastopole pourra bien influencer sur l'attitude des deux puissances dans les négociations; cependant il y a une observation consolante à faire, c'est que l'art. 5 du traité du 2 Déc. parle du rétablissement de la paix générale sur les bases des protocoles du 9 Avril et du 23 Mai, et des Notes échangées le 8 Août; ainsi en définitive sur la base des quatre points.

On peut donc se flatter de voir poindre l'aurore de la paix générale, nous voudrions bien pouvoir ajouter, d'une paix durable. Les quatre bases peuvent concilier certains

intérêts et paraître suffisantes pour y fonder un protocole; mais nous doutons fort qu'elles suffisent pour assurer ce que surtout on recherche, l'équilibre de l'Europe et les garanties de l'avenir. D'où est-on en effet parti, et où est-on arrivé, à travers la route de sang qu'on a traversée, si tant est qu'on ait sérieusement la pensée d'arriver? Ce qu'on voulait, c'était d'enlever à la Russie sa trop grande influence sur les chrétiens de la Turquie, d'empêcher qu'elle ne pèsât d'un trop grand poids sur sa voisine, et qu'elle ne finit, l'occasion se présentant, par l'engloutir. Pour y parvenir, on voulut mutiler sa puissance, au point de la rendre peu redoutable à ses voisins. Bien du sang, bien des larmes ont coulé. La Russie sort-elle du combat plus affaiblie, moins en état de faire la loi aux Turcs, de leur courir sus par la première déchirure que le temps ferait à l'alliance aujourd'hui compacte de l'Europe? L'un des quatre points lui enlève la protection exclusive des chrétiens de l'Orient, qu'il confie collectivement aux cinq puissances. Ce point est très-bien pensé pour motiver la paix, car il a l'air d'imposer une concession à la Russie, de lui refuser ce qu'elle demandait par le Prince Menchicoff, quant à la forme au moins, car le fond y est, si ce fond est l'amélioration de la position des peuples chrétiens en Turquie. Mais si par ce point on espère réduire l'influence de la Russie sur ces peuples, on travaille, nous l'avons dit, sous une illusion étrange. Ces peuples veulent leur liberté, pas moins que leur liberté. Ils n'ont cessé d'y travailler pendant quatre siècles. Ils ne déposent les armes que par moments, pour les reprendre toutes les fois que l'occasion s'en présente favorable. Toute protection, tout droit qu'on leur accorderait, supposé même que l'exercice de

ce droit soit possible sous le régime turc, serait pour eux un palliatif dont ils ne seraient nullement satisfaits dans le fond de leur cœur, et ils ne cesseraient pas un instant de songer secrètement, et de travailler de toutes les forces de leur intelligence, au recouvrement de leur liberté. Or la Russie a si long temps caressé ce rêve si cher pour eux, que quand même on pourrait croire qu'à l'avenir, croyant à l'efficacité de la quintuple protection pour assurer leur bonheur, elle n'encouragerait plus leurs vellétés d'indépendance, il est certain que ces peuples continueront à lui attribuer les dispositions qu'elle n'aura peut-être plus, et ne trouvant nulle part de sympathies pour ce qu'ils croient être le principal et le plus noble but de leur existence, ils insisteront à les supposer à leur coréligionnaire. Ce serait sans doute bien plus le cas, s'il entraît jamais dans les plans de la Russie de secourir ces sentimens et de s'en servir. On voit par là combien on est loin du but qu'on croyait avoir atteint, et combien il est difficile à un protocole de changer la nature des choses. C'est la proximité d'un puissant empire chrétien et grec à des populations grecques, asservies à des Musulmans, et aspirant à la liberté, qui fait l'influence naturelle et indestructible du premier sur les seconds. Pour faire cesser cette influence, il faut changer les éléments qui la constituent; et, ou réduire le grand empire à un petit état faible, dont ses voisins malheureux ne puissent avoir rien à espérer, ou faire disparaître de la face du monde ces peuples si opiniâtrement attachés au rêve de leur liberté, et qui espèrent en cet empire pour le réaliser; ou bien enfin combler les vœux de ces peuples, afin qu'ils n'en aient rien à attendre et à espérer.

Mais rendre à ces peuples une indépendance complète, c'est faire volte-face à la politique qu'on a suivie jusqu'ici, c'est ne pas croire aux grandes destinées et au grand avenir de la Turquie, et ne plus y compter comme sur le boulevard, qui toujours attaqué par la Russie, lui résisterait toujours, ne pas prendre enfin cette puissance comme le point d'appui de l'équilibre du monde. L'Europe depuis un an voit plus clair en Orient. Nous en appelons à la conscience, non de ceux qui sont dans la nécessité de faire de la rhétorique de circonstance, afin de maintenir l'opinion publique au diapason que les événements exigent, mais de ces braves qui, loin de leur patrie, versent leur sang pour sauver aux Turcs une humiliation, pour leur conserver leurs droits qu'on dit attaqués. Ils les ont vus à l'œuvre; ont-ils trouvé en eux, et nous parlons ici des Turcs, non des rênégats turcophiles, — cette bravoure dans les combats, cette énergie dans les entreprises, ce patriotisme éclairé et ardent, cette intelligence, ces vertus enfin qu'on leur vantait tant, et qui régénèrent les peuples et leur promettent un grand avenir? Ils ont eu aussi occasion d'étudier les chrétiens. S'ils les croient moins doués, moins braves, moins propres, les circonstances aidant, à fonder un état stable, éclairé, sincèrement organisé sur les modèles des peuples les plus avancés, et moins propres à maintenir leur indépendance, nous passons condamnation; nous admettons leur jugement sans appel.

La diplomatie passera sans doute encore par bien des évolutions et par bien des déboires. Après maints efforts et maints sacrifices, elle sera étonnée de voir qu'elle ait fait si peu de chemin vers le but qu'elle se propose.

Lorsqu'elle croira avoir tout arrangé à la satisfaction générale, elle retrouvera toujours devant elle la Russie forte, forte tout au moins par rapport à sa débile voisine, une Turquie faible, minée dans son intérieur, renfermant dans son sein ses ennemis et le principe de sa destruction, et toujours ouverte aux coups que voudraient lui porter les Russes. Au moment où elle aura cru avoir enterré la question d'Orient, elle en retrouvera le spectre debout devant elle. Enfin il faudra bien se décider à sortir de l'impasse, et à cesser de se frapper le front contre des murs qui ne veulent pas céder. Si l'on finit par acquérir la conviction que, malgré toutes les peines qu'on se donnerait, tous les sacrifices qu'on s'imposerait, on ne réduirait pas la Russie à un rang inférieur à la Turquie, qu'il serait tout aussi impossible d'infuser à la Turquie un nouveau sang, et de lui donner assez de force pour tenir tête à sa rivale, et qu'enfin il n'y a pas de puissance humaine qui lui concilierait l'affection de ses sujets chrétiens, de ces ennemis naturels, il faudra bien cependant qu'on trouve la véritable issue pour sortir d'embarras, quand même on la chercherait dans la direction diamétralement opposée à celle où l'on croyait la trouver d'abord; et l'on avouera alors que ce ne sont pas les Grecs qui sont l'embarras du monde, mais bien les Turcs, un peuple faible par ses facultés, faible par sa religion au milieu de nations chrétiennes, faible par sa position auprès de voisins puissans, faible enfin par sa constitution, car il règne sur des peuples qui n'aspirent qu'à sa ruine, et nullement susceptible de progrès ou de régénération, et ce peuple placé dans une position où l'intérêt général de l'Europe exige une force de résistance peu commune. On comprendra

alors que les Grecs, — et en parlant des Grecs nous entendons parler de tous les chrétiens de l'Orient, — sont l'issue vainement cherchée ailleurs, car en eux il y a cette force morale qui manque aux Turcs, car ils sont chrétiens et par conséquent solidement assis en Europe, car une fois ces divers membres réunis en un corps compacte, ils seront susceptibles d'un grand degré de ténacité et de résistance, ne compteront pas autant d'ennemis qu'ils auront de sujets, et leurs sujets ne donneront pas prise à l'ambition qu'on voudrait supposer à leurs voisins. L'Orient remis entre les mains des chrétiens, ses possesseurs naturels, se trouvera constitué tel que l'Europe voudrait l'avoir pour dormir tranquille sur son sort, et pour être quitte de l'éternelle question d'Orient.

Nous nous félicitons donc des efforts que fait aujourd'hui l'Autriche pour ramener la paix, et pour tirer l'Europe des complications inextricables où elle s'est fourvoyée, mais nous sommes loin de croire que ce soit là la dernière campagne de la diplomatie. Si la paix est conclue, ce sera une halte pendant laquelle on pourra se reconnaître, et nous ne doutons pas qu'elle ne soit suivie d'un ou peut-être de plusieurs revirements. Le dernier se fera peut-être attendre, mais nous avons la ferme conviction que ce sera celui que nos vœux appellent.

— Les chambres grecques ont été ouvertes par le Roi en personne, qui dans son discours a annoncé la politique de neutralité. Nous attachons fort peu d'importance à cet événement. Le gouvernement et les chambres ne sont que ce que les circonstances permettent qu'ils soient. Les puissances protectrices de la Grèce s'épargneraient

l'embarras d'y entretenir la plus petite force armée, qu'il n'entrerait dans l'esprit de personne dans les circonstances actuelles, de troubler la neutralité. Depuis que les deux grandes puissances soutiennent la Turquie de leurs armes, et qu'aucun ennemi ne la tient en échec en deçà du Danube, on peut s'en remettre du maintien de la neutralité au bon sens des Grecs. Il n'y en a aucun, à quelque parti et à quelque opinion qu'il appartienne, qui n'en soit un gardien jaloux, il n'y en a aucun qui voudrait se heurter contre les grands bienfaiteurs de sa patrie, et attirer contre elle les forces de la Turquie non divisées. Mais nous ne voulons point taire qu'il en serait tout autrement, si les grandes puissances avaient assez de la Turquie, et l'abandonnaient à son sort, et si un ennemi puissant la combattait dans la Thrace et la Macédoine. Dans ce cas, il est bien possible que le gouvernement trouve nécessaire de persévérer dans sa neutralité, mais il est tout aussi vrai que la grande majorité du peuple serait animée de sentiments tout contraires. Lorsque nous faisons cet aveu, nous sommes tout à fait à notre aise en disant que le maintien de la neutralité aujourd'hui en Grèce, n'est ni l'œuvre de l'occupation, ni celle de quelques hommes, qui se dévouent à en appliquer les principes; elle est l'expression de la conscience publique.

A.